

## Avenir de la formation professionnelle

Avenir Suisse souhaite que l'apprentissage attire davantage de jeunes doués à l'école. L'Union suisse des arts et métiers estime au contraire qu'il faut revaloriser la formation professionnelle grâce à une préparation anticipée et détaillée du choix d'une profession.

### POUR



Patrick Schellenbauer est l'auteur du rapport «L'avenir de l'apprentissage» de la fondation Avenir Suisse.

#### La globalisation touche aussi l'apprentissage

La globalisation croissante de l'économie suisse est au cœur des préoccupations de la formation professionnelle. L'intensification de la répartition interdisciplinaire du travail a concrétisé l'«économie de la connaissance» dans de nombreux domaines. Dans la formation professionnelle également, il est toujours plus important d'avoir une compréhension approfondie des contextes. Les profils professionnels ont évolué en conséquence alors que le savoir préalable est à peu près resté le même. Vu la pénurie de jeunes, il est souvent difficile de pourvoir les places d'apprentissage exigeantes, dans l'industrie par exemple. La «lutte pour les talents» est en cours. Quasiment un futur apprenti sur trois doit attendre pour entrer en apprentissage. En effet, les places d'apprentissage sont rares un peu partout. Ces deux réalités – le manque de candidats appropriés et le manque d'offres adéquates – existent parallèlement, ce qui est déconcertant et entraîne des conclusions erronées.

Il semble ainsi séduisant de soutenir la formation professionnelle en comprimant les taux de maturités. Cette solution rallongerait cependant la «file d'attente» et renforcerait la pénurie d'universitaires. Seule la capacité à étudier peut être un critère pertinent pour l'obtention de la maturité. Il est possible de rendre la formation professionnelle plus intéressante en enrichissant la culture générale (langues, mathématiques et informatique) et en réduisant le degré de spécialisation des formations. Dans l'idéal, l'orientation de la formation ne se mesure pas à l'aune de la répartition des compétences cognitives et intellectuelles; de plus en plus de jeunes doués à l'école optent pour une carrière au travers d'une formation professionnelle. Une concurrence fructueuse entre la formation professionnelle et la formation universitaire nécessite une égalité de traitement, ce qui pose la question du financement des offres de formation. —

### CONTRE



Christine Davatz-Höchner est la vice-directrice de l'Union suisse des arts et métiers (USAM), où elle est chargée de la formation professionnelle.

#### Envie et aptitude avant le prestige!

Tout le monde encense notre formation professionnelle. Pourtant, l'USAM défend une cause perdue lorsque les débats parlementaires portent sur la question de la participation financière de la Confédération qui, de par la loi, doit représenter un quart des dépenses des pouvoirs publics affectées à la formation professionnelle. Pourquoi est-il si difficile de recevoir plus d'argent pour les forfaits dans le cadre des cours interentreprises? Pourquoi certains cantons préfèrent-ils investir dans les écoles supérieures, plutôt que soutenir des cours de préparation aux examens professionnels et aux examens professionnels supérieurs?

Si des gens pensent sérieusement soutenir la formation professionnelle en acceptant sans remise en question et comme inexorable l'augmentation du taux de maturités dans nos gymnases, s'ils envoient les jeunes directement dans une haute école spécialisée et veulent les laisser faire une formation pratique en parallèle, ils font fausse route! Ce serait une dévalorisation des hautes écoles spécialisées et des établissements d'enseignement scientifique, mais aussi un déclassement de l'apprentissage en activité accessoire. Car pour étudier au niveau haute école et faire un apprentissage à côté, il faudrait être un surhomme. Pour l'USAM, la solution est de valoriser la formation professionnelle et d'attirer à nouveau plus de jeunes vers l'apprentissage, et pas en adoptant la voie proposée par Avenir Suisse. La clé: se préparer à temps au choix d'une profession. Dès la septième classe, tous les élèves devraient être informés sur les nombreuses possibilités du secondaire II. Partant, l'USAM a lancé le projet «Profils d'exigences» de concert avec la Conférence des directeurs de l'instruction publique (CDIP) pour que les jeunes puissent contrôler où sont leurs points forts à l'école, par rapport aux exigences de leur profession de rêve. Pour que l'envie et l'aptitude puissent entrer en ligne de compte, et pas seulement le prestige! —